

SOMFY SA
Société Anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance au capital de 7 400 000 €
Siège social : 50 avenue du Nouveau Monde, 74300 CLUSES
476 980 362 R.C.S. Annecy

ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
du 24 JUIN 2020 – 17 h
au Siège Social
(à huis clos, tenue hors présence physique des actionnaires)

EXPOSE SOMMAIRE SUR LA SITUATION DE LA SOCIETE
au cours de l'exercice 2019

Fondé en 1969 dans la vallée de l'Arve, en Haute-Savoie, et présent aujourd'hui dans 58 pays, Somfy est le partenaire de référence de l'automatisation des ouvertures du bâtiment et un pionnier de la maison connectée. Le Groupe innove en permanence pour un habitat offrant à ses utilisateurs confort, bien-être et sécurité et s'engage en faveur d'un développement durable.

Chiffres clés

En 2019, les principaux chiffres clés du Groupe ont été les suivants :

Données consolidées en M€	2019	2018	Variations
Chiffre d'affaires	1 200,2	1 126,7	+6,5%
Résultat opérationnel courant	204,8	177,8	+15,2%
Éléments opérationnels non courants	(3,2)	(7,7)	NS
Résultat financier	(5,1)	(4,3)	-17,7%
Impôts sur les bénéfices	(37,2)	(29,5)	+25,9%
Quote-part de résultat des entreprises associées	3,8	1,4	NS
Résultat net des activités poursuivies	163,2	137,7	+18,5%
Résultat net des activités traitées selon IFRS 5*	0,0	2,6	NS
Résultat net de l'ensemble consolidé	163,2	140,4	+16,3%
Capacité d'autofinancement	220,1	178,6	+23,3%
Excédent financier net	310,5	222,4	+39,6%

* Dooya.

Faits marquants de l'exercice

1^{ÈRE} APPLICATION DE LA NORME IFRS 16

La norme IFRS 16 « Contrats de location », d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2019, a été appliquée pour la 1^{ère} fois dans les comptes du 31 décembre 2019 de manière rétrospective simplifiée.

L'impact de cette première application sur les contrats existants au 1^{er} janvier 2019 est de 42,1 M€ sur l'actif immobilisé et les dettes financières et de 14,1 M€ sur l'excédent brut d'exploitation de l'exercice. L'impact sur les capitaux propres, sur le résultat opérationnel courant et sur le résultat net est non significatif.

CHANGEMENTS DE PERIMETRE

Il n'y a pas eu de changement de périmètre significatif sur l'exercice 2019.

PASSIFS EVENTUELS

Le litige opposant les salariés de la société **Spirel** à **Somfy SA** est toujours en cours auprès de la Cour d'Appel de Chambéry et le Conseil de Prud'hommes d'Albertville. Le montant total de ces litiges s'élève à 11,1 M€. Le Groupe continue de qualifier ces risques de passifs éventuels et n'a donc pas provisionné ces litiges au 31 décembre 2019.

De même, le litige opposant **Somfy SA** à **United Technologies Corporation** relatif à la cession des titres CIAT est toujours en cours auprès du Tribunal de Commerce et la Cour d'Appel de Paris. UTC réclame aux vendeurs des titres CIAT un montant de 28,6 M€ (soit une quote-part revenant à Somfy de 13,2 M€) au titre de la garantie de passif. De son côté, Somfy SA réclame à UTC le règlement de différés de paiement échus d'un montant de 9,7 M€ en application du contrat d'acquisition. Somfy SA reste confiante quant à l'issue de ce litige et au paiement de sommes dues et n'a donc pas provisionné ces litiges au 31 décembre 2019.

NOUVELLE ORGANISATION

L'industrie du bâtiment connaît de profondes transformations : accélération de la digitalisation, nécessité d'une plus grande maîtrise énergétique, cycles d'innovation toujours plus courts... autant de défis que Somfy a commencé à relever grâce à son plan stratégique Believe & Act, mis en place en 2017, et qui nécessitent d'aller à présent plus loin.

L'organisation actuelle, dont les fondations datent de 2004, aura permis au Groupe d'étendre sa gamme d'applicatifs, d'être l'un des pionniers de la maison connectée et d'élargir sa présence géographique. Après une décennie marquée par une croissance forte et rentable, et une progression sur ses principaux segments, Somfy souhaite accélérer pour continuer d'asseoir son leadership sur ses marchés.

Afin de relever ces défis, le Groupe a mis en place une nouvelle organisation guidée par trois principes majeurs : **une architecture par fonctions** afin d'accompagner le développement du Groupe ; **une organisation centrée sur le client** avec des interfaces réduites pour faciliter les arbitrages et optimiser l'allocation des ressources ; et enfin un focus fort sur **la digitalisation de ses produits, de la relation clients et de ses opérations**.

La première concrétisation de cette évolution est la nomination d'un nouveau Comité Exécutif, avec l'ajout d'une Direction Stratégie & Perspectives, le redécoupage des trois activités Home & Building, Accès et Solutions Connectées en une Direction Produits & Services, une Direction Ingénierie & Qualité et une Direction Opérations & Logistique. Enfin, les filiales commerciales seront ventilées dans deux nouvelles zones géographiques, pour plus de transversalité.

Au-delà de la nouvelle organisation, le Comité Exécutif, s'attellera, sous la supervision de Jean Guillaume Despature, Président du Directoire, à la définition et la mise en place d'un nouveau plan stratégique à trois ans, s'appuyant sur les acquis du plan Believe & Act.

Activité

Le chiffre d'affaires du Groupe est ressorti à 1 200,2 M€ sur l'exercice écoulé, en hausse de 6,1% à données comparables, dont 4,7% au premier semestre et 7,5% au second semestre, et de 6,5% en termes réels.

Cette progression fait suite à plusieurs années de croissance soutenue et reflète des avancées au sein de l'ensemble des zones géographiques, à l'exception de l'Afrique et du Moyen-Orient, pour des raisons contextuelles. Elle atteste de l'intérêt grandissant des consommateurs de tous horizons pour les solutions motorisées et connectées dans l'habitat, en raison du besoin de confort et de sécurité et de la prise de conscience des enjeux énergétiques et environnementaux.

Les avancées les plus significatives ont été enregistrées en Europe du Centre et de l'Est, du fait des excellentes performances de la Pologne, la Hongrie et la République Tchèque, ainsi qu'en Europe du Nord.

Des hausses sensibles ont également été constatées en Chine, en France et en Allemagne, mais aussi en Amérique du Centre et du Sud et en Amérique du Nord, grâce à un rebond marqué sur le dernier trimestre, en particulier au Brésil et aux États-Unis. Elles ont été, en revanche, plus modestes en Asie-Pacifique (hors Chine) et en Europe du Sud.

La tendance est demeurée, à l'inverse, négative en Afrique et au Moyen-Orient, mais s'est, néanmoins, nettement améliorée au second semestre.

Le chiffre d'affaires de Dooya, filiale chinoise désormais mise en équivalence, est ressorti, pour sa part, à 187,5 M€ sur l'exercice, en augmentation de 9,3% en termes réels et 8,2% à données comparables.

Résultats

Le résultat opérationnel courant est ressorti à 204,8 M€ sur l'exercice, en hausse de 15,2% en termes réels, et a représenté ainsi 17,1% du chiffre d'affaires contre 15,8% l'année précédente. Il a bénéficié d'un impact positif de 3,1 M€ des effets de change et de 0,4 M€ de l'application de la nouvelle règle de comptabilisation des contrats de location (norme IFRS 16).

Cette amélioration découle à la fois du haut niveau d'activité, en particulier au second semestre, et d'une faible augmentation des coûts de structure, conséquence de la normalisation des dépenses dites stratégiques, après une période de lourds investissements.

Le bénéfice net de l'ensemble consolidé s'est inscrit, pour sa part, en progression de 16,3%, à 163,2 M€. Il tient compte d'un solde de charges et produits opérationnels non courant négatif de 3,2 M€, d'une contribution des entreprises associées positive de 3,8 M€ et d'une charge d'impôts sur les bénéfices de 37,2 M€.

Illustration de la qualité de ces résultats, la rentabilité des capitaux employés (ROCE) s'est élevée à 22,2% (23,7% après retraitement de l'impact de la norme IFRS 16) contre 20,4% sur l'année précédente.

Situation financière

La situation nette est passée de 894,4 à 1 012,8 M€ sur l'exercice, et l'excédent financier net a été porté de 222,4 à 310,5 M€, en dépit de la comptabilisation de passifs financiers d'un montant de 48,3 M€ à la suite de l'application de la norme IFRS 16 sur les contrats de location.

L'accroissement de la capacité d'autofinancement et la réduction du besoin en fonds de roulement expliquent ce bond de l'excédent financier net.

Perspectives

Les transformations à l'œuvre dans le secteur du bâtiment, du fait de la transition énergétique, de la digitalisation et des évolutions sociétales, ont conduit le Groupe à revoir son organisation et à annoncer ainsi, en janvier dernier, la nomination d'un nouveau comité exécutif, avec entre autres conséquences le regroupement des trois activités existantes au sein d'un même ensemble et le redécoupage des dix zones géographiques autour de deux grandes régions commerciales.

Cette réorganisation, guidée par une projection de long terme, baptisée Ambition 2030, contribuera à une efficacité accrue des modes de fonctionnement, grâce notamment à des interfaces réduites, mais aussi à une plus grande proximité des clients et à une meilleure allocation des ressources. Elle servira, par ailleurs, de socle à la définition et la mise en œuvre du plan stratégique des prochaines années.

Les investissements seront poursuivis afin de permettre au Groupe de conforter son assise et son avance sur son cœur de métier, et porteront principalement sur l'innovation des produits, l'optimisation des systèmes d'information, avec le déploiement du nouveau progiciel de gestion intégré (ERP SAP), et la digitalisation des offres et des opérations.

La politique d'ouverture et de partenariats sera parallèlement poursuivie. Elle s'inscrira toujours dans la même logique d'association à des acteurs complémentaires et d'accession à de nouveaux écosystèmes, compatibles avec le standard international Zigbee 3.0¹, et s'attachera ainsi à positionner le Groupe comme une référence incontournable de l'univers de la maison connectée.

Le Groupe n'a pas été affecté négativement par le Brexit en 2019 et ne prévoit pas de l'être en 2020. En revanche, la situation mondiale dans le contexte épidémique actuel (Covid-19) reste incertaine et évolue rapidement. À ce stade, il est difficile de mesurer les conséquences en 2020 sur l'activité économique en général et sur le Groupe en particulier.

Crise Covid-19

La situation mondiale dans le **contexte épidémique actuel (COVID-19)** reste incertaine et évolue rapidement.

Somfy a annoncé le 23 mars 2020 la **suspension temporaire de l'activité de ses sites de production français, italiens et tunisien, ainsi que celle de son site logistique de Bonneville en France**, afin de protéger la santé de ses salariés face à cette pandémie et de répondre aux mesures prises par les autorités locales des sites concernés. Des mesures de télétravail ont été mises en œuvre et restent la norme pour les collaborateurs dont l'activité le permet afin d'assurer dans la mesure du possible une continuité de service pour les clients et prestataires du Groupe.

La crise sanitaire actuelle a également conduit le Directoire à **reporter au 24 juin 2020 l'Assemblée Générale des actionnaires** prévue initialement le 13 mai 2020 et à **revoir à la baisse le montant de dividendes** versé au titre de l'exercice 2019 annoncé le 4 mars 2020.

¹ Le protocole radio Zigbee 3.0, standard dominant de la maison connectée, recense plus de 400 partenaires, tels que Amazon, Apple, Google, Philips, Samsung et Somfy. Il permet la convergence et l'interopérabilité des équipements de chacun d'entre eux.

La mise en place d'un protocole de sécurité et le renforcement des mesures barrières ont permis au Groupe d'annoncer le 21 avril 2020 la **reprise partielle et progressive de l'activité sur les sites où elle avait été temporairement suspendue**. Le Groupe reverra par la suite sa position en fonction de l'évolution des conditions de sécurité sanitaire.

Les sites de production de Chine et de Pologne ont quant à eux poursuivi leur activité. Ils sont soumis quotidiennement à un contrôle et une évaluation de leur situation respective.

Somfy a annoncé le 13 mai 2020 le **non-recours aux dispositifs de chômage partiel et aux différentes aides de l'État français**, ainsi que diverses mesures sociales, afin de répondre de manière positive et constructive à la situation actuelle. Le Groupe a également renforcé ses **actions de soutien aux associations et aux communautés régionales** par le don de matériel pour la lutte contre l'épidémie et le soutien de projets d'urgence venant en aide aux sans-abris et aux victimes de l'exclusion sociale.

À ce stade, il est **difficile de mesurer les conséquences** en 2020 sur l'activité économique en général et sur le Groupe en particulier.

Distribution

Pour marquer l'engagement de ses actionnaires à soutenir le Groupe et ses salariés, le dividende versé au titre de l'exercice 2019 sera inférieur à celui de l'exercice précédent (1,40 €). Un dividende de 1,25 € par action sera proposé à l'Assemblée Générale, en baisse de près de 20% par rapport à la proposition initiale de 1,55 €. Le détachement du coupon interviendrait le 30 juin 2020 et le dividende serait mis en paiement le 2 juillet 2020.